

de manière uniforme. En 1950, l'accumulation a brusquement sauté de 15 % à 20 % pour croître ensuite lentement jusqu'en 1954 (22,4 %). Il y eut cependant une exception en 1953 où l'accumulation atteignit 27,1 % du revenu national, ce qui n'avait jamais été réalisé auparavant. Au cours des années 1956-1957, la part de l'accumulation a baissé (19,7 % en 1956 et 21,7 % en 1957), puis jusqu'en 1959 les proportions de l'accumulation et de la consommation restèrent à peu près constantes. En 1960 eut lieu un nouveau bond de l'accumulation de 21,9 % à 24,2 %, et au cours des années suivantes la tendance vers une nouvelle hausse allait subsister.

Au cours des années 1961-63, la consommation a augmenté selon les données officielles de 15 % seulement (et la consommation individuelle de 12 % seulement), tandis que l'augmentation de l'accumulation était de 23 %. Outre la consommation individuelle, la consommation comprend la « consommation restante ». C'est ce que la statistique officielle appelle la totalité des dépenses matérielles dans le secteur improductif qui englobent, entre autres, l'armée, la police, les crèches et les écoles maternelles. La part de la consommation individuelle dans le revenu national était en 1949 de 77,8 % et en 1963 de 66,1 % ; c'est le chiffre le plus bas de toute la période des vingt premières années d'après-guerre, car même en 1953 il était de 66,9 %.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les prix des moyens de production ont, chez nous, un caractère arbitraire, puisqu'ils sont calculés par rapport aux prix d'objets dont le niveau de consommation est bas. Or, c'est aux prix des moyens de production qu'on évalue l'accumulation. Il en résulte une réduction arbitraire de sa part dans le revenu national et une augmentation arbitraire de la consommation. Si l'on fixe à 100 les niveaux de l'accumulation et de la consommation en 1949, l'indice de l'accumulation en 1963 est de 361 % et celui de la consommation de 215 %.

La limitation de la croissance de l'accumulation au cours des années 1956-59 va de pair avec la crise politique, la faiblesse relative du pouvoir et la lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires. Cette période exceptionnelle mise à part, on assiste depuis 1949 à une croissance presque ininterrompue de la part de l'accumulation dans le revenu national et à une baisse de la part de la consommation. Cette tendance se poursuivra au cours des années 1966-70 en raison d'un programme d'investissements extrêmement chargé. On voit que la tendance de « la production pour la production » n'est pas un mythe mais une réalité tangible.

Dans nos considérations sur le but de classe de la production, nous avons totalement négligé la consommation personnelle des bureaucrates. La bureaucratie politique centrale est si peu nombreuse que l'on peut considérer comme négligeable la part du produit social qu'elle consomme. En pratique, cette consommation ne dépend pas de l'ampleur de la production et n'a donc aucune influence sur le but de cette production.

Mais la bureaucratie entretient, à l'aide du surproduit, une vaste armée d'employés, de directeurs, de policiers, etc..., qui servent à maintenir et à affermir les rapports de production et les rapports sociaux qui se trouvent à la base de sa domination. Cette troupe qui compte dans ses rangs des groupes privilégiés jouissant d'un